

Le Gouvernement flamand définit la forme du signe distinctif et fixe les modalités du brevet et du livre des membres.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 28 mars 2014.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand, Ministre flamand de l'Economie,
de la Politique extérieure, de l'Agriculture et de la Ruralité,

K. PEETERS

—
Note

1) *Session 2013-2014.*

Documents. — Projet de décret : 2441 – N° 1.

— Rapport : 2441 – N° 2.

— Texte adopté en séance plénière : 2441 – N° 3.

Annales. — Discussion et adoption : Séances du 19 mars 2014.

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2014/29396]

3 AVRIL 2014. — Décret relatif à la prévention des risques pour la santé dans le sport (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

TITRE I^{er}. — *Des dispositions générales*

CHAPITRE I^{er}. — *Des définitions*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent décret, il faut entendre par :

1° Gouvernement : le Gouvernement de la Communauté française;

2° Conseil supérieur : le Conseil supérieur des sports instauré par le décret du 20 octobre 2011 instituant le Conseil supérieur des sports;

3° Commission : la Commission de prévention des risques pour la santé dans le sport, instituée par l'article 25 du présent décret;

4° sport : toutes formes d'activités physiques qui, à travers une participation organisée ou non, ont pour objectif l'expression ou l'amélioration de la condition physique et psychique, le développement des relations sociales ou l'obtention de résultats en compétition de tous les niveaux, à l'exclusion des activités physiques et/ou sportives qui sont organisées par les écoles, pratiquées et/ou organisées dans un cadre familial ou dans un cadre privé non accessible au public;

4bis° activité sportive : toute activité de sport, telle que définie au 4°, en ce compris lorsqu'elle est menée devant un public de spectateurs;

5° sport à risque particulier : sport dont la pratique est susceptible d'engendrer un risque inhabituellement accru d'atteinte à l'intégrité physique ou psychique des participants;

6° sport à risque extrême : sport dont la pratique est susceptible d'engendrer un risque important d'atteinte à l'intégrité physique ou psychique des participants;

7° sport de combat : sport à risque particulier ou à risque extrême, dont les règles autorisent explicitement les coups portés volontairement;

8° sportif : toute personne qui pratique une activité sportive, à quelque niveau que ce soit, en qualité d'amateur ou de professionnel;

9° personnel d'encadrement du sportif : tout entraîneur, soigneur, directeur sportif, agent, personnel d'équipe, représentant de l'organisation sportive, personnel médical et paramédical, parent, accompagnateur, ou toute autre personne qui travaille avec un sportif, ou qui le traite ou lui apporte son assistance, à titre bénévole ou moyennant rétribution;

10° organisation sportive : les fédérations sportives, fédérations sportives de loisirs et associations sportives telles que définies par l'article 1^{er} du décret du 8 décembre 2006 visant l'organisation et le subventionnement du sport en Communauté française;

11° cercle : association de membres sportifs affiliés à une organisation sportive;

12° organisateur : toute personne, physique ou morale, qui organise, isolément ou en association avec d'autres organisateurs, à titre gratuit ou onéreux, une activité sportive, y compris sous la forme de spectacle ou d'exhibition;

13° attestation : attestation écrite d'absence de contre-indication à la pratique d'un sport qui revêt, selon les cas, soit la forme d'une attestation médicale, soit la forme d'une attestation sur l'honneur;

14° attestation médicale de non contre-indication : attestation écrite d'absence de contre-indication à la pratique d'un sport complétée et signée par un docteur en médecine, dont le modèle est fixé par le Gouvernement;

15° attestation sur l'honneur : attestation écrite d'absence de contre-indication à la pratique d'un sport complétée et signée par le sportif, dont le modèle est arrêté par le Gouvernement;

16° règlement médical : ensemble des mesures de prévention et d'interdiction adoptées par l'organisation sportive ou l'organisateur et destinées à promouvoir et préserver la santé physique et psychique des sportifs dans le cadre de l'exercice du sport.

CHAPITRE II. — *Du champ d'application*

Art. 2. Le décret s'applique :

1° sur le territoire de la région de langue française;

2° sur le territoire de la région bilingue de Bruxelles-Capitale, aux institutions visées à l'article 1, 10° à 12°, qui organisent une ou plusieurs activité(s) sportive(s) et qui, tant en raison de leur organisation que de leurs activités, doivent être considérées comme relevant exclusivement de la compétence de la Communauté française.

CHAPITRE III. — *De l'information et de la sensibilisation à la prévention des risques dans le sport*

Art. 3. Le gouvernement organise des campagnes d'information et de sensibilisation relatives à la prévention des risques et à la promotion de la santé dans la pratique sportive, à destination notamment des sportifs, des membres du personnel d'encadrement, des cercles, des organisations sportives et des organisateurs.

Le Gouvernement peut organiser les campagnes visées à l'alinéa 1^{er} seul ou en partenariat avec d'autres pouvoirs publics et/ou institutions privées, notamment, avec les organisations sportives.

Le Gouvernement peut confier aux organisations sportives et aux organisateurs, des missions de prévention des risques dans la pratique du sport.

Art. 4. Le Gouvernement peut organiser des campagnes d'information et de sensibilisation à l'attention des docteurs en médecine, concernant le contenu des attestations médicales dont la délivrance est exigée dans les situations énumérées à l'article 11.

Le Gouvernement établit, sur proposition de la Commission, un guide destiné à informer les docteurs en médecine à propos des examens qu'il convient de réaliser afin de pouvoir s'assurer de l'absence de contre-indication à la pratique d'un sport, en tenant compte des éventuels risques spécifiques que celui-ci présente.

TITRE II. — *Des obligations*CHAPITRE I^{er}. — *Des obligations générales en matière de prévention des risques*

Art. 5. Eu égard à la spécificité des activités sportives qu'ils règlent ou organisent, les organisations sportives et les organisateurs sont tenus :

1° de veiller à la promotion et la préservation de la santé dans la pratique de leurs activités sportives;

2° de prendre des mesures appropriées visant à prévenir et à combattre d'une manière effective les circonstances et les situations connues pour avoir un effet négatif sur l'intégrité physique et le bien-être psychique des sportifs, en ce compris des mesures portant sur les conditions matérielles d'organisation et sur les conditions d'encadrement médical et sanitaire.

Chaque organisation sportive diffuse à ses cercles les obligations résultant du présent décret et de ses arrêtés d'application, afin d'en assurer le respect par les sportifs et par les membres du personnel d'encadrement.

Les cercles et organisateurs sensibilisent les sportifs et les membres du personnel d'encadrement aux risques potentiels liés à la pratique du sport et ils les informent des obligations qui s'imposent à eux en application du présent décret et de ses arrêtés d'exécution.

CHAPITRE II. — *Des obligations relatives à un règlement médical*

Art. 6. Le Gouvernement arrête, sur proposition de la commission, un relevé des recommandations et contre-indications médicales générales liées à la pratique du sport.

Le Gouvernement arrête les mises à jour de ces relevés, sur proposition de la Commission.

Art. 7. § 1^{er}. Chaque organisation sportive adopte un règlement médical.

Le Gouvernement arrête, sur proposition de la commission, un modèle de règlement médical.

Le Gouvernement approuve, après avis de la commission, le règlement visé à l'alinéa 1^{er}, ainsi que ses modifications.

§ 2. Le règlement médical inclut au minimum :

1° le relevé des recommandations et contre-indications médicales générales liées à la discipline sportive, visé à l'article 6 alinéa 1^{er}, ainsi que ses mises à jour éventuelles;

2° des dispositions visant à organiser la pratique du sport dans le respect des impératifs de santé en fixant, notamment :

a) des catégories d'âges et de genre et, le cas échéant, des conditions de pratique s'y rapportant;

b) l'information minimale à fournir aux sportifs en matière de respect des impératifs de santé spécifiques à leur discipline, ainsi que leurs propres obligations et les obligations imposées aux cercles sportifs notamment en matière d'encadrement sanitaire des jeunes sportifs;

c) les impératifs de santé que doivent respecter les membres du personnel d'encadrement des organisations sportives et des cercles;

d) une procédure de gestion des risques en cas de survenance d'un accident;

e) des dispositions relatives à la formation du personnel d'encadrement à la gestion des risques en cas d'accident.

§ 3. Pour les sports à risque particulier, les sports à risque extrême et les sports de combat, outre les éléments visés au § 2, leur règlement médical inclut également :

1° un relevé de recommandations et contre-indications médicales spécifiques, de nature à prévenir et à diminuer les risques pour la santé liés à la discipline sportive concernée;

2° des mesures spécifiques de prévention et de protection pour les sportifs mineurs.

§ 4. Pour les sports de combat, outre les éléments visés aux §§ 2 et 3, leur règlement médical prévoit également :

1° la présence obligatoire d'un médecin durant toute compétition ou exhibition de combat;

2° l'obligation pour le sportif de tenir à jour un carnet médico-sportif unique, valable pour tous les sports de combat, lequel renseigne notamment les pertes de conscience subies lors de combats;

3° des périodes minimales d'interdiction de combat, de compétition, d'entraînement, d'exhibition et de pratique de sport de combat à imposer aux sportifs qui ont perdu connaissance au cours d'un combat;

4° les modalités de prise en charge médicale des sportifs ayant été victimes d'une perte de connaissance;

5° le matériel de protection individuel obligatoire pour les différentes catégories visées au § 2, 2°, a).

Art. 8. § 1^{er}. Les organisateurs de manifestations de sports à risque particulier, sport à risque extrême ou sports de combat, tels que visés à l'article 14, adoptent un règlement médical.

Le Gouvernement approuve, après avis de la commission, le règlement visé à l'alinéa 1^{er}, ainsi que ses modifications.

§ 2. Le règlement médical visé au paragraphe 1, alinéa 1^{er}, inclut au minimum :

1° le relevé des recommandations et contre-indications médicales générales visé à l'article 6;

2° des dispositions visant à organiser la pratique du sport dans le respect des impératifs de santé en fixant, notamment :

a) des catégories d'âges et de genre et, le cas échéant, des conditions de pratique s'y rapportant, en ce compris le matériel de protection individuel obligatoire;

b) des mesures spécifiques de prévention et de protection pour les sportifs mineurs;

c) l'information minimale à fournir aux sportifs en matière de respect des impératifs de santé spécifiques à leur discipline, ainsi que leurs propres obligations et les obligations imposées aux cercles sportifs, notamment, en matière d'encadrement sanitaire des jeunes sportifs;

d) les impératifs de santé que doivent respecter les membres du personnel d'encadrement des organisations sportives et des cercles;

e) une procédure de gestion des risques en cas de survenance d'un accident;

f) des dispositions relatives à la formation du personnel d'encadrement à la gestion des risques en cas d'accident.

3° un relevé de recommandations et contre-indications médicales spécifiques, de nature à prévenir et à diminuer les risques pour la santé liés à la discipline sportive concernée.

§ 3. Pour les organisateurs de manifestations de sports de combat, leur règlement médical prévoit, en outre :

1° la présence obligatoire d'un médecin durant toute compétition ou exhibition de combat;

2° l'obligation pour le sportif affilié à une organisation sportive de tenir à jour un carnet médico-sportif unique, valable pour tous les sports de combat, lequel renseigne, notamment, les pertes de conscience subies lors de combats;

3° des périodes minimales d'interdiction de combat, de compétition, d'entraînement, d'exhibition et de pratique de sport de combat à imposer aux sportifs qui ont perdu connaissance au cours d'un combat;

4° les modalités de prise en charge médicale des sportifs ayant été victimes d'une perte de connaissance.

CHAPITRE III. — Des obligations relatives à l'absence de contre-indication à la pratique d'un sport

Art. 9. Tout sportif doit, pour pratiquer une activité sportive, s'assurer préalablement de l'absence de contre-indication dans son chef à cette activité sportive, selon les cas, conformément aux articles 11 et 13.

Art. 10. Sans préjudice des obligations qui leur sont imposées au Chapitre II, les organisations sportives, les organisateurs et les cercles ne peuvent pas autoriser à un sportif de participer à une activité sportive qui les concerne, si ce dernier ne leur a pas préalablement remis une attestation d'absence de contre-indication à la pratique d'un sport, établie, selon les cas, conformément aux articles 11 et 13 du présent décret et à ses arrêtés d'exécution.

Art. 11. Une attestation médicale d'absence de contre-indication est requise préalablement à la pratique du sport, pour :

1° tout sportif qui pratique un sport à risque particulier, un sport à risque extrême ou un sport de combat, tel que repris dans l'une des listes visées à l'article 14;

2° tout sportif qui pratique son sport de manière intensive ou dans un esprit compétitif, avec une fréquence supérieure à celle arrêtée par le Gouvernement, sur avis de la Commission;

3° tout sportif ayant un doute sur son état de santé en rapport avec des antécédents médicaux personnels ou familiaux;

4° tout sportif pratiquant son sport en compétition, en ce compris des événements sportifs de masse avec départ(s) groupé(s) et classement(s) à l'arrivée;

5° en cas de problème(s) médical(aux) survenu(s) antérieurement en rapport direct avec la pratique du sport;

6° tout sportif reprenant une activité sportive après une longue période de sédentarité;

7° tout individu n'ayant jamais pratiqué de sport;

8° tout sportif ayant dépassé la limite d'âge, fixée par le Gouvernement, sur avis de la Commission;

9° tout sportif ayant subi une affection médicale importante, dont la liste est arrêtée par le Gouvernement, sur avis de la Commission;

10° tout sportif de haut niveau, espoir sportif ou partenaire d'entraînement au sens du Décret du 8 décembre 2006 visant l'organisation et le subventionnement du sport en Communauté française;

11° tout sportif d'élite au sens du Décret du 20 octobre 2011 relatif à la lutte contre le dopage.

Le Gouvernement arrête, sur proposition de la Commission, le contenu de l'examen médical de non contre-indication indispensable à la délivrance de l'attestation médicale, visée à l'alinéa 1^{er}.

Le Gouvernement arrête, sur proposition de la Commission, le contenu et le modèle de l'attestation médicale, visée à l'alinéa 1^{er}, en tenant compte des recommandations et contre-indications médicales arrêtées conformément à l'article 6.

L'attestation médicale contient un volet de base applicable à toutes les situations prévues à l'alinéa 1^{er} et différents volets complémentaires applicables en fonction de l'âge du sportif, de son niveau de pratique, de ses antécédents médicaux ou des risques inhérents à la discipline sportive concernée.

L'attestation médicale a une durée de validité maximale de 12 mois. Le Gouvernement peut réduire cette durée de validité dans les cas qu'il détermine, notamment en cas d'inclusion de la discipline sportive concernée dans une des listes visées à l'article 14.

Art. 12. L'attestation médicale est délivrée au sportif par son médecin, à la suite d'un examen clinique.

S'il s'avère au cours de cet examen clinique, que l'état de santé du sportif justifie que soient prescrits par le médecin un ou plusieurs examens médicaux complémentaires, l'attestation médicale ne sera délivrée qu'au terme de ces examens complémentaires et pour autant qu'ils n'infirmant pas l'absence de contre-indication identifiée lors de l'examen clinique.

Pour les sportifs de haut niveau, espoir sportif ou partenaire d'entraînement au sens du décret du 8 décembre 2006 visant l'organisation et le subventionnement du sport en Communauté française ainsi que pour tout sportif d'élite au sens du décret du 20 octobre 2011 relatif à la lutte contre le dopage, l'examen médical de non contre-indication et l'attestation médicale doivent être réalisés par le médecin traitant du sportif ou par un médecin titulaire d'un diplôme universitaire en médecine du sport.

Art. 13. En dehors des cas visés à l'article 11, l'absence de contre-indication à la pratique d'un sport est établie par une attestation sur l'honneur, signée par le sportif ou, s'il est mineur, par ses représentants légaux.

Le Gouvernement arrête, sur proposition de la Commission, le modèle et les mentions obligatoires devant figurer sur l'attestation sur l'honneur.

Sans préjudice de l'alinéa 1^{er}, les organisations sportives, les organisateurs et les cercles peuvent toutefois, volontairement, en dehors des cas visés à l'article 11, imposer aux sportifs la transmission d'une attestation médicale répondant aux conditions de l'article 11.

Par dérogation à l'article 11, alinéa 1^{er}, 4^o, l'absence de contre-indication à la pratique d'un sport peut également, pour certaines disciplines sportives à plus faible risque et pour certains organisateurs, dont la liste est arrêtée par le Gouvernement, après avis de la commission, être établie par une attestation sur l'honneur, signée par le sportif ou, s'il est mineur, par ses représentants légaux.

La dérogation visée à l'alinéa précédent doit être sollicitée préalablement, par l'organisation sportive ou l'organisateur concerné, auprès du Gouvernement, qui transmet la demande à la Commission pour avis.

L'avis visé à l'alinéa précédent est rendu et transmis au Gouvernement dans les trente jours suivant la réception de la demande.

En cas de décision favorable, la dérogation est valable pour une période de quatre ans et est renouvelable. Les demandes de renouvellement de la dérogation sont introduites au moins trois mois avant l'échéance du délai de validité de la dérogation.

En cas de décision négative quant à la demande de dérogation, un recours peut être introduit par l'organisation sportive, auprès du Gouvernement, dans les trente jours suivant la notification de la décision de refus.

Le Gouvernement arrête des modalités d'introduction de la demande de dérogation visée à l'alinéa 2 ainsi que des modalités pour l'introduction du recours visé à l'alinéa 6.

CHAPITRE IV. — *Des obligations supplémentaires pour les sports de combat, les sports à risques particuliers et les sports à risques extrêmes*

Section I^{re}. — Des listes de sports à risques particuliers, de sports à risques extrêmes et de sports de combat

Art. 14. Le Gouvernement arrête, sur proposition de la Commission visée à l'article 25, une liste non-limitative des sports à risque particulier tels que définis à l'article 1^{er}, 5^o, une liste non limitative des sports à risque extrême tels que définis à l'article 1^{er}, 6^o, et une liste non-limitative des sports de combat tels que définis à l'article 1^{er}, 7^o.

Ces listes sont mises à jour par le Gouvernement, sur proposition de la Commission.

Section II. — Des obligations spécifiques aux sports de combat

Art. 15. Toute compétition ou exhibition de sport de combat nécessite la présence continue d'un médecin.

Sans préjudice des articles 16 et 17, selon les cas, le médecin procède à un contrôle médical individuel du sportif avant le combat et à tout moment, pendant le combat, en cas de grave blessure ou de perte de conscience du sportif.

Art. 16. § 1^{er} Sans préjudice de l'obligation prévue à l'article 7, § 4, 2^o, les organisations sportives actives dans les sports de combat visés à l'article 14, reconnues par la Communauté française ou non reconnues, exigent de leurs cercles qu'ils imposent aux sportifs affiliés la tenue d'un carnet médico-sportif unique, valable pour tous les sports de combat.

Le Gouvernement arrête, sur proposition de la Commission, le modèle du carnet médico-sportif.

Le carnet médico-sportif fait notamment état :

1^o des pertes de conscience subies par le sportif lors d'activités de combat, quelle que soit la discipline de combat concernée;

2^o des périodes d'interdiction de combat qui lui ont été imposées suite à une perte de conscience;

3^o des attestations médicales annuelles de non-contre indication annuelles et, le cas échéant, des nouvelles attestations médicales de non contre-indication obligatoires après chaque période d'interdiction de combat;

4^o de toute autre information arrêtée par le Gouvernement, sur avis de la Commission, visant à la prévention des risques pour les sports de combat.

Le carnet médico-sportif ne peut être rempli que par un médecin.

§ 2. Le sportif visé au paragraphe 1^{er}, tient son carnet médico-sportif à jour et le présente au médecin avant toute compétition ou exhibition dans un sport de combat, tel que visé à l'article 14.

§ 3. Le médecin vérifie le carnet médicosportif et s'assure que le sportif ne fait pas l'objet d'une période d'interdiction de combat qui lui a été imposée à la suite d'une perte de conscience encourue au cours d'un combat.

Si le médecin constate que le sportif fait l'objet d'une période d'interdiction de combat à la suite d'une perte de conscience encourue au cours d'un combat, le sportif ne peut prendre part à la compétition de sport de combat.

Si le médecin constate que le sportif a fait l'objet d'une période d'interdiction de combat à la suite d'une perte de conscience encourue au cours d'un combat mais que cette période est terminée, le sportif remet au médecin une attestation d'absence de contre-indication après un examen médical spécifique n'ayant identifié aucune contre-indication à la reprise du sport.

A défaut de cette remise d'attestation médicale d'absence de contre-indication ou sur avis du médecin, le sportif ne peut prendre part à la compétition ou à l'exhibition de sport de combat.

Art. 17. Les sportifs non affiliés à une organisation sportive, qui pratiquent un sport de combat tel que visé à l'article 14, communiquent au médecin et à l'organisateur, préalablement à toute compétition ou exhibition de combat, les informations visées à l'article 16, § 1^{er}, alinéa 3, 1^o à 4^o, qu'ils attestent sur l'honneur.

Ils produisent également au médecin, le cas échéant, une copie des attestations médicales qui leur ont été délivrées au terme des interdictions de combat qui leur ont été imposées, conformément à l'article 18.

Le médecin vérifie les informations visées à l'article 16, § 1^{er}, alinéa 1^o à 2^o, et les attestations médicales qui ont été délivrées aux sportifs visés à l'alinéa 1^{er}, le cas échéant, au terme des interdictions de combat qui leur ont été imposées.

Si le médecin constate que le sportif fait l'objet d'une période d'interdiction de combat à la suite d'une perte de conscience encourue au cours d'un combat, le sportif ne peut prendre part à la compétition ou à l'exhibition de sport de combat.

Si le médecin constate que le sportif a fait l'objet d'une période d'interdiction de combat à la suite d'une perte de conscience encourue au cours d'un combat mais que cette période est terminée, le sportif remet au médecin une attestation d'absence de contre-indication après un examen médical spécifique n'ayant identifié aucune contre-indication à la reprise du sport.

A défaut de cette remise d'attestation médicale d'absence de contre-indication ou sur avis du médecin, le sportif ne peut prendre part à la compétition ou à l'exhibition de sport de combat.

Sans préjudice de la vérification visée à l'alinéa 3, le médecin vérifie également si le sportif est médicalement apte à participer au combat concerné en procédant à un examen clinique du sportif, préalablement à tout combat.

Si le médecin estime, au terme de l'examen clinique visé à l'alinéa précédent, que le sportif n'est pas médicalement apte à prendre part au combat, le médecin le lui interdit.

Art. 18. Lorsqu'un sportif perd connaissance au cours d'une activité de sport de combat et que le médecin qui l'examine conformément à l'article 15, alinéa 2, lui refuse de poursuivre l'activité sportive, le médecin lui impose une période d'interdiction de combat.

Cette période est égale ou supérieure au minimum fixé dans le règlement médical de l'organisation sportive ou de l'organisateur.

Il est interdit au sportif de pratiquer un sport de combat pendant cette période.

Pour les sportifs affiliés à une organisation sportive, le médecin notifie l'interdiction de combat dans le carnet médico-sportif visé à l'article 16.

Pour les sportifs non affiliés à une organisation sportive, le médecin leur remet une attestation médicale d'interdiction de combat.

Au terme de la période d'interdiction de combat, le sportif sollicite une nouvelle attestation médicale confirmant son aptitude à reprendre les combats. Tant que cette nouvelle attestation médicale n'a pas été délivrée au sportif, l'interdiction de combat est maintenue.

Les organisations sportives ou les organisateurs de sports de combat ne peuvent pas autoriser des sportifs à combattre, pendant toute la période où ils sont interdits de combat.

Section III. — De la protection des mineurs

Art. 19. Les sportifs mineurs ne peuvent pas pratiquer des sports à risques extrêmes.

Section IV. — Des autorisations préalables

Art. 20. En dehors du cadre des activités sportives développées par les organisations sportives reconnues, la pratique et l'organisation d'une ou plusieurs activité(s) de sports à risque extrême ou de sports de combat sur le territoire de la Communauté française, par un organisateur, sont soumises à autorisation préalable.

Avant toute activité visée à l'alinéa 1^{er}, l'organisateur introduit une demande d'autorisation auprès de la Commission.

L'autorisation peut être sollicitée et délivrée pour plusieurs activités sportives successives, sans qu'elle ne puisse dépasser une durée maximale de validité d'un an.

L'autorisation n'est donnée qu'aux organisateurs qui démontrent respecter les obligations prévues par le décret.

En dehors du cadre des activités sportives développées par les organisations sportives reconnues, aucune activité de sports à risque extrême ou de sports de combat ne peut débiter, pour un organisateur, sans l'autorisation de la Commission.

Toute violation des conditions d'octroi de l'autorisation entraîne le retrait immédiat de l'autorisation, sans préjudice des sanctions fixées au chapitre II du Titre III.

Le Gouvernement arrête la procédure et les conditions de délivrance des autorisations, ainsi que les procédures de refus, de suspension, de retrait et d'annulation des autorisations.

TITRE III. — Du contrôle et des sanctions

CHAPITRE I^{er}. — Du contrôle

Art. 21. Le Gouvernement désigne les agents, chargés de surveiller l'exécution du présent décret et de ses arrêtés d'exécution.

Dans l'exercice de leurs fonctions, les agents visés à l'alinéa 1^{er} peuvent se faire assister par des officiers de police judiciaire.

Dans l'exercice de leurs fonctions, les agents visés à l'alinéa 1^{er} procèdent à toutes les constatations et à toutes les auditions de personnes qu'ils jugent utiles.

Dans l'exercice de leurs fonctions, les agents visés à l'alinéa 1^{er} sont autorisés à pénétrer dans tous les locaux où sont organisées une ou plusieurs activités sportives.

Les agents visés à l'alinéa 1^{er} constatent les manquements au présent décret dans un procès verbal, qu'ils transmettent au Gouvernement en lui proposant, le cas échéant, une ou plusieurs sanctions prévues aux articles 23 et 24, en fonction de la gravité des manquements constatés.

Art. 22. Les organisations sportives transmettent annuellement au Gouvernement un rapport détaillant les mesures de prévention et de sensibilisation aux risques dans le sport qu'elles ont adoptées à destination de leurs cercles, sportifs affiliés et membres du personnel d'encadrement.

Ce rapport détaille également les démarches entreprises pour garantir, lors des activités sportives qu'elles organisent, le strict respect des obligations en matière d'attestations d'absence de contre-indication à la pratique du sport et de règlement médical.

CHAPITRE II. — *Des sanctions*

Art. 23. Sans préjudice de l'application d'autres peines prévues par le Code pénal, du droit de la responsabilité civile ou des législations particulières, sur base des manquements, tels que constatés conformément à l'article 21, alinéa 5, le Gouvernement fixe les amendes administratives imposées aux organisations sportives et aux organisateurs qui ne respectent pas les obligations qui leur sont imposées par le présent décret et ses arrêtés d'exécution. Ces amendes administratives s'appliquent également aux propriétaires des lieux où sont organisées des activités sportives de sports à risque extrême ou de sports de combat, sans autorisation.

Ces amendes administratives ne peuvent être supérieures à dix mille euros. Lorsqu'un organisateur viole l'article 20, l'amende maximale est portée à trente mille euros.

Ces amendes sont doublées en cas de récidive dans un délai de cinq ans à dater de la première sanction.

En cas de non respect des obligations prévues par le présent décret ou d'absence de l'autorisation prévue à l'article 20, le Gouvernement peut interdire à l'organisateur toute activité sportive pendant un délai de 8 jours à 1 an.

Le Gouvernement fixe la procédure et détermine les modalités de notification des décisions administratives visées aux alinéas précédents.

La procédure visée à l'alinéa précédent respecte les droits de la défense.

Un recours est ouvert, auprès du Gouvernement, pour toute organisation sportive, organisateur ou propriétaire visé à l'alinéa 1^{er} qui conteste une décision de sanction prise par le Gouvernement, par application du présent article.

Ce recours doit être introduit dans les quinze jours qui suivent la notification de la décision de sanction.

Le Gouvernement fixe la procédure et les modalités du recours visé à l'alinéa précédent.

La procédure visée à l'alinéa précédent respecte les droits de la défense.

Toute amende administrative infligée en vertu du présent décret est perçue au profit de la Communauté française par l'administration.

Art. 24. Les manquements au présent décret et à ses arrêtés d'exécution entraînent, pour les organisations sportives reconnues, l'application de l'article 22 du décret du 8 décembre 2006 visant l'organisation et le subventionnement du sport en Communauté française.

TITRE IV. — *De la commission de prévention des risques pour la santé dans le sport*

CHAPITRE I^{er}. — *De la création et des missions de la commission de prévention des risques pour la santé dans le sport*

Art. 25. § 1^{er}. Une commission de prévention des risques pour la santé dans le sport est instituée.

La commission a pour missions :

1° de donner un avis au Gouvernement sur tout projet de décret ou d'arrêté organique ou réglementaire relatif à la prévention des risques dans la pratique sportive, la promotion de la santé dans la pratique du sport, à l'interdiction du dopage et à sa prévention;

2° de donner au Gouvernement, au Parlement, soit d'initiative, soit à sa demande, des avis sur toute question concernant la pratique du sport dans le respect des impératifs de santé et de prévention de la santé par l'exercice physique et le sport; à cette occasion, elle peut entendre toute personne ou service concerné par l'application du présent décret et susceptible de formuler des recommandations utiles;

3° de proposer au Gouvernement le guide visé à l'article 4, alinéa 2, destiné à informer les docteurs en médecine à propos des examens qu'il convient de réaliser afin de s'assurer de l'absence de contre-indication à la pratique d'un sport, en tenant compte des risques spécifiques que celui-ci présente;

4° de proposer au Gouvernement le relevé des recommandations et contre-indications médicales générales liées à la pratique du sport, visé à l'article 6, ainsi que leur mise à jour;

5° de proposer au Gouvernement le modèle de règlement médical, visé à l'article 7, ainsi que ses éventuelles adaptations;

6° de donner un avis au Gouvernement sur les règlements médicaux visés aux articles 7 et 8 et leurs modifications, sur l'évaluation de leur application et sur la mise en place des conditions de suivi médical et préventif des sportifs, quel que soit leur niveau;

7° de proposer au Gouvernement le contenu et le modèle de l'attestation médicale d'absence de contre-indication, visée à l'article 11, alinéa 2, en tenant compte des recommandations et contre-indications médicales arrêtées, conformément à l'article 6;

8° de donner un avis au Gouvernement quant au contenu de l'examen médical de non contre-indication;

9° de proposer au Gouvernement le modèle et les mentions obligatoires devant figurer sur l'attestation sur l'honneur visée à l'article 13;

10° de proposer au Gouvernement les listes non limitatives des sports à risque particulier, des sports à risques extrêmes et des sports de combat, visées à l'article 14, ainsi que leur mises à jour;

11° de proposer au Gouvernement le contenu et le modèle du carnet médico-sportif visé à l'article 16;

12° de traiter les demandes d'autorisation, dans les cas visés à l'article 20, pour l'organisation d'activités sportives de sports à risque extrême et de sports de combat en dehors du cadre des activités sportives développées par les organisations sportives reconnues;

13° chaque année, avant le 31 mars, de remettre, au Gouvernement et au Parlement, un rapport sur son action au cours de l'année écoulée en y intégrant un chapitre relatif à la manière dont les organisateurs et organisations sportives remplissent leurs obligations visées dans le présent décret, en particulier celles relatives aux attestations d'absence de contre-indication et au règlement médical.

§ 2. Les avis de la commission demandés par le Gouvernement doivent être transmis dans un délai ne dépassant pas trente jours. Ce délai prend cours à la réception de la demande d'avis par le secrétariat de la commission. Passé ce délai, les avis ne sont plus requis pour qu'une décision puisse être prise valablement par le Gouvernement.

En cas d'urgence motivée, le Gouvernement peut s'abstenir de solliciter l'avis de la Commission.

CHAPITRE II. — *De la composition et du fonctionnement de la commission de prévention des risques pour la santé dans le sport*

Art. 26. § 1^{er}. La commission est composée de vingt membres au maximum, nommés par le Gouvernement pour une période de cinq ans renouvelable.

Le Gouvernement fixe la composition de la commission, qui doit comprendre en son sein des représentants du monde scientifique, médical et sportif, compétents en matière de sport, de médecine du sport, de promotion de la santé dans le sport, de prévention du dopage, de pharmacologie ou de toxicologie.

La commission comporte au moins un membre représentant respectivement, le Comité olympique et interfédéral belge, le Conseil supérieur de promotion de la santé, le Conseil supérieur des sports et l'association de fédérations sportives, de fédérations sportives de loisirs et d'associations sportives reconnues en Communauté française.

§ 2. Deux membres, représentant respectivement le Ministre ayant la promotion de la santé dans ses attributions et le Ministre ayant le sport dans ses attributions, et deux membres, représentant la direction générale de la santé et la direction générale du sport du Ministère de la Communauté française assistent aux séances avec voix consultative.

§ 3. Le Gouvernement nomme également, pour chaque membre effectif, un membre suppléant, aux mêmes conditions que les membres effectifs. Le membre suppléant ne siège qu'en l'absence du membre effectif.

Art. 27. Le Gouvernement désigne le président et le vice-président de la commission parmi les membres effectifs. Ces mandats sont incompatibles avec la qualité de fonctionnaire de la Communauté française ou d'un de ses organismes d'intérêt public.

Le Gouvernement désigne le secrétaire de la commission et son suppléant parmi les membres des services du Gouvernement.

Le secrétariat de la Commission est établi auprès de l'Administration générale de l'Aide à la Jeunesse, de la Santé et du Sport.

Art. 28. En cas de démission ou de décès d'un membre, son remplaçant est nommé par le Gouvernement, conformément à l'article 26, pour achever le mandat de son prédécesseur.

Tout membre qui perd la qualité en raison de laquelle il a été nommé est réputé démissionnaire.

Art. 29. La commission délibère valablement si la moitié au moins de ses membres est présente. Ses décisions sont prises à la majorité absolue de ses membres présents.

Si le quorum visé à l'alinéa 1^{er} n'est pas atteint, une nouvelle réunion est convoquée dans les quinze jours suivant la première réunion et la commission pourra valablement délibérer quel que soit le nombre de membres présents.

Art. 30. La commission arrête son règlement d'ordre intérieur et le soumet à l'approbation du Gouvernement.

Le Gouvernement fixe les jetons de présence et les indemnités de déplacement des membres de la commission.

TITRE V. — *Dispositions finales*

Art. 31. A l'article 15 du décret du 8 décembre 2006 visant l'organisation et le subventionnement du sport en Communauté française sont apportées les modifications suivantes :

1° un point 28°, rédigé comme suit, est ajouté : «

28° informe ses cercles affiliés des dispositions et des obligations découlant du décret du 3 avril 2014 relatif à la prévention des risques pour la santé dans le sport et de ses arrêtés d'exécution;»;

2° un point 29°, rédigé comme suit est ajouté :

« 29° intègre, dans le cadre du code disciplinaire, visé au 19°, les dispositions prévues en vertu du décret du 3 avril 2014 relatif à la prévention des risques pour la santé dans le sport et de ses arrêtés d'exécution. Ce code disciplinaire est soumis, tous les quatre ans, à l'avis du Conseil supérieur des sports, qui examine la conformité de ce code par rapport aux obligations décrétales en vigueur en Communauté française. Dans ce cadre, le Conseil supérieur des sports informe le Gouvernement, le cas échéant, des manquements éventuellement constatés; »;

3° un point 30°, rédigé comme suit est ajouté :

« 30° respecte elle-même et exige le respect, par ses cercles affiliés, des obligations leur incombant et découlant du décret du 3 avril 2014 relatif à la prévention des risques pour la santé dans le sport et de ses arrêtés d'exécution. ».

Art. 32. Le fonds budgétaire n° 27, intitulé "Fonds des sports-Activités" de l'annexe du décret du 27 octobre 1997 contenant les fonds budgétaires figurant au budget général des dépenses de la Communauté française, tel que modifié pour la dernière fois par le décret du 12 décembre 2008, est modifié comme suit :

— à la colonne "Nature des recettes affectées" est ajouté le tiret suivant :

« — le produit des amendes administratives infligées par l'administration pour violation des dispositions du décret du 3 avril 2014 relatif à la prévention des risques pour la santé dans le sport »;

— à la colonne «objet des dépenses autorisées» sont ajoutés les tirets suivants :

« — les frais de campagnes d'information et de sensibilisation relatives à la prévention des risques et à la promotion de la santé dans la pratique sportive, à destination notamment des sportifs, des membres du personnel d'encadrement, des cercles, des organisations sportives et des organisateurs. »;

— une participation dans les frais générés par l'examen clinique visé à l'art 12, alinéa 1^{er} du décret du 3 avril 2014 relatif à la prévention des risques pour la santé dans le sport ».

Art. 33. Le Gouvernement soumettra, au Parlement, un texte codifiant les dispositions des décrets relatifs au sport et à la prévention des risques pour la santé dans le sport en tenant compte des modifications que ces dispositions auraient subies au moment où la codification sera établie.

La codification portera l'intitulé suivant :

« Code relatif au sport »

Art. 34. Par mesure transitoire, tant que la commission n'a pas été constituée, la Commission francophone de promotion de la santé dans la pratique du sport, instituée en application du décret du 8 mars 2001 relatif à la promotion de la santé dans la pratique du sport assume les missions de la Commission.

Art. 35. Le décret du 8 mars 2001 relatif à la promotion de la santé dans la pratique du sport en Communauté française est abrogé

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 3 avril 2014.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française,
R. DEMOTTE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances et des Sports,
A. ANTOINE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur,
J.-Cl. MARCOURT

La Ministre de la Jeunesse,
Mme E. HUYTEBROECK

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel, de la Santé et de l'Égalité des chances,
Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,
Mme M.-M. SCHYNS

—————
Note

(1) *Session 2013-2014.*

Documents du Parlement. — Projet de décret, n°617-1. — Amendement de commission, n° 617-2. — Rapport, n° 617-3.

Compte-rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 2 avril 2014.

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2014/29396]

3 APRIL 2014. — Decreet betreffende de risicopreventie voor gezondheid op sportgebied (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL I. — Algemene bepalingen

HOOFDSTUK I. — Definities

Artikel 1. Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder :

1° Regering : de Regering van de Franse Gemeenschap;

2° Hoge Raad : de Hoge Sportraad ingesteld bij het decreet van 20 oktober 2011 tot instelling van de Hoge Sportraad;

3° Commissie : de Commissie voor risicopreventie voor gezondheid op sportgebied, ingesteld bij artikel 25 van dit decreet;

4° Sport : alle vormen van lichamelijke activiteit die, door een al dan niet georganiseerde deelname, ten doel hebben de uitdrukking of de verbetering van de fysieke en psychische conditie, de ontwikkeling van sociale relaties of het bekomen van resultaten in competitie op alle niveaus, met uitsluiting van de lichamelijke en/of sportactiviteiten die door de scholen georganiseerd worden en die uitgeoefend en/of georganiseerd worden in een familiale sfeer of een privésfeer die niet toegankelijk is voor het publiek;

4bis° Sportactiviteit : elke sportactiviteit, zoals bedoeld in 4°, alsook wanneer ze uitgeoefend wordt vóór een publiek van toeschouwers;

5° Sport met bijzondere risico's : sport waarvan de beoefening tot het ongewoon toenemende risico kan leiden dat de fysieke of psychische integriteit van de deelnemers wordt aangetast;

6° Sport met extreme risico's : sport waarvan de beoefening tot het belangrijk risico kan leiden dat de fysieke of psychische integriteit van de deelnemers wordt aangetast;

7° Vechtsport : sport met bijzondere risico's of extreme risico's waarvan de regels expliciet bepalen dat vrijwillig aangebrachte slagen toegestaan zijn;

8° Sporter : elke persoon die een sportactiviteit uitoefent, ongeacht het niveau, als beroeps- of amateursport;

9° Sportbegeleidingspersoneel : elke trainer, verzorger, sportdirecteur, personeelslid, teampersoneel, vertegenwoordiger van de sportorganisatie, medisch en paramedisch personeel, ouder, begeleider of elke andere persoon die met een sporter werkt, of die hem verzorgt of hem hulp verleent, als vrijwilliger of tegen honorarium;

10° Sportorganisatie : de sportfederaties, recreatieve sportfederaties en sportverenigingen, zoals bedoeld in artikel 1 van het decreet van 8 december 2006 houdende organisatie en subsidiëring van de sport in de Franse Gemeenschap;

11° Kring » : vereniging van sportleden die aangesloten zijn bij een sportorganisatie;

12° Organisator : elke natuurlijke of rechtspersoon die alleen of in samenwerking met andere organisatoren, gratis of tegen betaling, een sportactiviteit organiseert, ook in de vorm van opvoering of demonstratie;

13° Attest : schriftelijk attest voor gebrek aan contra-indicatie voor sportbeoefening, dat, naargelang het geval, ofwel de vorm van een medisch attest ofwel de vorm van een attest op erewoord aanneemt;

14° Medisch attest van niet contra-indicatie : schriftelijk attest voor gebrek aan contra-indicatie voor sportbeoefening, ingevuld en ondertekend door een doctor in geneeskunde, waarvan het model door de Regering wordt vastgesteld;

15° Attest op erewoord : schriftelijk attest voor gebrek aan contra-indicatie voor sportbeoefening, ingevuld en ondertekend door de sporter, waarvan het model door de Regering wordt vastgesteld;

16° Medisch reglement : geheel van maatregelen voor preventie en verbod aangenomen door de sportorganisatie of de organisator en die ten doel hebben de fysieke en psychische gezondheid van sporters in het kader van de sportbeoefening te bevorderen en te beschermen.

HOOFDSTUK II. — *Toepassingsgebied.*

Art. 2. Het decreet is van toepassing :

1° op het grondgebied van het Franse taalgebied;

2° op het grondgebied van het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad, op de instellingen bedoeld in artikel 1, 10° tot 12° die één of meer sportactiviteiten organiseren en die zowel wegens hun organisatie als hun activiteiten, beschouwd moeten worden als uitsluitend behorend tot de bevoegdheid van de Franse Gemeenschap.

HOOFDSTUK III. — *Informatie en sensibilisering inzake de risicopreventie op sportgebied*

Art. 3. De Regering organiseert informatie- en sensibiliseringscampagnes betreffende de risicopreventie en de gezondheidspromotie in de sportbeoefening die inzonderheid bestemd zijn voor sporters, leden van het begeleidingspersoneel, kringen, sportorganisaties en organisatoren.

De Regering kan de campagnes bedoeld in het eerste lid alleen of in partnerschap met andere overheden en/of privé instellingen organiseren, inzonderheid met sportorganisaties.

De Regering kan opdrachten van risicopreventie in de sportpraktijk toevertrouwen aan de sportorganisaties en de organisatoren.

Art. 4. De Regering kan informatie- en sensibiliseringscampagnes organiseren voor doctoren in geneeskunde wat betreft de inhoud van de medische attesten waarvan de aflevering vereist wordt in de toestanden opgesomd in artikel 11.

De Regering stelt, op voorstel van de Commissie, een handleiding op met als doel de doctoren in geneeskunde te informeren over de onderzoeken die uitgevoerd moeten worden om het gebrek aan contra-indicatie voor een sportactiviteit te controleren, rekening houdend met de mogelijke specifieke risico's.

TITEL II. — *Verplichtingen*

HOOFDSTUK I. — *Algemene verplichtingen inzake risicopreventie*

Art. 5. Gelet op de eigenaardigheid van de sportactiviteiten die ze regelen of organiseren, zijn de sportorganisaties en de organisatoren ertoe gehouden :

1° voor de promotie en de bescherming van de gezondheid te zorgen in de uitoefening van hun sportactiviteiten;

2° de gepaste maatregelen te nemen met als doel de preventie voor en de werkelijke strijd tegen de omstandigheden en de toestanden die beschouwd worden als een negatief effect te hebben op de fysieke integriteit en het psychische welzijn van de sporters alsook de maatregelen over de materiële organisatievoorwaarden en de voorwaarden voor de medische en sanitaire begeleiding.

Elke sportorganisatie informeert de kringen over de verplichtingen voortvloeiend uit dit decreet en de toepassingsbesluiten ervan om ervoor te zorgen dat de sporters of de leden van het begeleidingspersoneel ze naleven.

De kringen en de organisatoren sensibiliseren de sporters en de leden van het begeleidingspersoneel over de mogelijke risico's verbonden aan de sportpraktijk en informeren ze over de verplichtingen die op hen worden opgelegd met toepassing van dit decreet en de uitvoeringsbesluiten ervan.

HOOFDSTUK II. — *Verplichtingen betreffende een medisch reglement*

Art. 6. De Regering stelt, op voorstel van de Commissie, een overzicht van de algemene aanbevelingen en medische contra-indicaties inzake de sportbeoefening vast.

De Regering bepaalt het bijhouden van deze overzichten, op voorstel van de Commissie.

Art. 7. § 1. Elke sportorganisatie keurt een medisch reglement goed.

De Regering bepaalt, op voorstel van de Commissie, een model van medisch reglement.

De Regering keurt, na advies van de Commissie, het reglement bedoeld in het eerste lid goed, alsook de wijzigingen ervan.

§ 2. Het medisch reglement bevat ten minste :

1° een overzicht van de algemene aanbevelingen en medische contra-indicaties in verband met de sportdiscipline bedoeld in artikel 6, eerste lid, alsook het mogelijke bijhouden ervan;

2° de bepalingen met het oog op de organisatie van de medisch verantwoorde sportbeoefening, op basis van volgende gegevens :

a) de leeftijdscategorieën en het geslacht en, in voorkomend geval, de voorwaarden voor de sportbeoefening met betrekking hierop;

b) minimuminformatie aan de sporters omtrent de naleving van de gezondheidsregels eigen aan hun discipline, alsook hun eigen verplichtingen en deze verplichtingen die zijn opgelegd aan de sportkringen, met name wat de gezondheidsbegeleiding van jonge sporters betreft;

c) de gezondheidsregels die in acht moeten worden genomen door de leden van het begeleidingspersoneel van de sportorganisaties en de kringen;

d) een procedure voor het beheer van de risico's bij een ongeval;

e) de bepalingen betreffende de opleiding van het begeleidingspersoneel voor het beheer van de risico's bij een ongeval.

§ 3. Voor de sporten met bijzondere risico's, de sporten met extreme risico's en de vechtsporten, naast de elementen bedoeld in § 2 bevat hun medisch reglement ook :

1° een overzicht van de specifieke aanbevelingen en medische contra-indicaties met het oog op de preventie en de vermindering van de risico's voor de gezondheid gebonden aan de betrokken sportdiscipline;

2° de specifieke maatregelen voor de preventie en de bescherming van minderjarige sporters.

§ 4. Voor de vechtsporten, naast de elementen bedoeld in §§ 2 en 3, bepaalt hun medisch reglement ook :

1° de verplichte aanwezigheid van een arts tijdens elke vechtwedstrijd of –demonstratie;

2° de verplichting voor de sporter om een uniek medisch sportboekje bij te houden dat geldig is voor alle vechtsporten en waarin geschreven wordt of de sporter tijdens de wedstrijden het bewustzijn verloren heeft;

3° de minimale periodes van verbod tot gevecht, wedstrijd, training, demonstratie en de beoefening van vechtsporten die opgelegd moeten worden aan de sporters die het bewustzijn tijdens een strijd hebben verloren;

4° de nadere regels voor de medische behandeling van sporters die het slachtoffer van een verlies van het bewustzijn zijn geweest;

5° het individueel beschermingsmateriaal dat verplicht is voor de verschillende categorieën bedoeld in § 2, 2°, a).

Art. 8. § 1. De organisatoren van evenementen sport met bijzondere risico's, sport met extreme risico's of vechtsport, zoals bedoeld in artikel 14, keuren het medisch reglement goed.

De Regering keurt, na advies van de Commissie, het reglement bedoeld in het eerste lid, goed alsook de wijzigingen ervan.

§ 2. Het medisch reglement bedoeld in § 1, eerste lid, bevat ten minste :

1° een overzicht van de algemene aanbevelingen en medische contra-indicaties bedoeld in artikel 6;

2° de bepalingen met het oog op de organisatie van de medisch verantwoorde sportbeoefening, op basis van volgende gegevens :

a) de leeftijdscategorieën en het geslacht en, in voorkomend geval, de voorwaarden voor de sportbeoefening met betrekking hierop, met inbegrip van het verplicht individueel beschermingsmateriaal;

b) de specifieke maatregelen voor de preventie en de bescherming van minderjarige sporters;

c) minimuminformatie aan de sporters omtrent de naleving van de gezondheidsregels eigen aan hun discipline alsook hun eigen verplichtingen en deze verplichtingen die opgelegd zijn aan de sportkringen, met name wat de gezondheidsbegeleiding van jonge sporters betreft;

d) de gezondheidsregels die in acht moeten worden genomen door de leden van het begeleidingspersoneel van de sportorganisaties en de kringen;

e) een procedure voor het beheer van de risico's bij een ongeval;

f) de bepalingen betreffende de opleiding van het begeleidingspersoneel voor het beheer van de risico's bij een ongeval.

3° een overzicht van de specifieke aanbevelingen en medische contra-indicaties met het oog op de preventie en de vermindering van de risico's voor de gezondheid gebonden aan de betrokken sportdiscipline;

§ 3. Voor de organisatoren van evenementen van vechtsporten bepaalt hun medisch reglement bovendien :

1° de verplichte aanwezigheid van een arts tijdens elke vechtwedstrijd of –demonstratie;

2° de verplichting voor de sporter aangesloten bij een sportorganisatie om een uniek medisch sportboekje bij te houden dat geldig is voor alle vechtsporten en waarin geschreven wordt of de sporter tijdens de wedstrijden het bewustzijn verloren heeft;

3° de minimale periodes van verbod tot gevecht, wedstrijd, training, demonstratie en de beoefening van vechtsporten die opgelegd moeten worden aan de sporters die het bewustzijn tijdens een strijd hebben verloren;

4° de nadere regels voor de medische behandeling van sporters die het slachtoffer van een verlies van het bewustzijn zijn geweest.

HOOFDSTUK III. — *Verplichtingen betreffende het gebrek aan contra-indicatie in de sportbeoefening*

Art. 9. Elke sporter moet, om een sportactiviteit uit te oefenen, zich op voorhand overtuigen van het gebrek aan contra-indicatie van deze sportactiviteit, naargelang het geval, overeenkomstig de artikelen 11 en 13.

Art. 10. Onverminderd de verplichtingen die hen worden opgelegd in Hoofdstuk II, kunnen de sportorganisaties, de organisatoren en de kringen een sporter niet toelaten om deel te nemen aan een sportactiviteit die ze betreft, indien deze laatste ze niet voorafgaandelijk een attest voor gebrek aan contra-indicatie voor de sportbeoefening heeft bezorgd. Dit attest wordt opgemaakt, naargelang het geval, overeenkomstig de artikelen 11 en 13 van dit decreet en de uitvoeringsbesluiten ervan.

Art. 11. Een medisch attest voor gebrek aan contra-indicatie wordt vereist voorafgaandelijk aan de sportbeoefening voor :

1° elke sporter die een sport met bijzondere risico's, een sport met extreme risico's of een vechtsport beoefent, zoals opgenomen in één van de lijsten bedoeld in artikel 14;

2° elke sporter die een sport intensief of met competitiegeest beoefent, met hogere frequentie dan deze bepaald door de Regering, op advies van de Commissie :

3° elke sporter die twijfelt over zijn gezondheidstoestand ten opzichte van de persoonlijke of familiale medische antecedenten;

4° elke sporter die een wedstrijdsport beoefent, met inbegrip van de evenementen van amateursport met gegroepeerd vertrek en klassemment bij de aankomst :

5° bij medisch(e) probleem(en) vroeger ontstaan in rechtstreeks verband met de sportbeoefening;

6° elke sporter met een sportactiviteit na een lange periode van sedentair leven;

7° elke persoon die nooit een sport heeft beoefend;

8° elke sporter die de leeftijdsbeperking heeft overschreden, zoals bepaald door de Regering, op advies van de Commissie;

9° elke sporter die een belangrijke medische aandoening heeft ondergaan, waarvan de lijst door de Regering wordt bepaald, op advies van de Commissie;

10° elke topsporter, sportbelofte of trainingspartner in de zin van het decreet van 8 december 2006 houdende organisatie en subsidiëring van de sport in de Franse Gemeenschap;

11° elke elitesporter in de zin van het decreet van 20 oktober 2011 betreffende de strijd tegen doping.

De Regering bepaalt, op voorstel van de commissie, de inhoud van het medisch onderzoek van niet contra-indicatie dat noodzakelijk is voor het afleveren van het medisch attest bedoeld in het eerste lid.

De Regering bepaalt, op voorstel van de Commissie, de inhoud en het model van het medisch attest bedoeld in het eerste lid, rekening houdend met de medische aanbevelingen en contra-indicaties bepaald overeenkomstig artikel 6.

Het medisch attest omvat een basisluik dat van toepassing is op alle toestanden voorzien in het eerste lid en verschillende aanvullende luiken die van toepassing zijn in functie van de leeftijd van de sporter, zijn praktijkniveau, zijn medische antecedenten of de risico's die inherent zijn aan de betrokken sportdiscipline.

Het medisch attest heeft een maximale geldigheidsduur van 12 maanden. De Regering kan deze geldigheidsduur verminderen in de gevallen die ze bepaalt, inzonderheid met inbegrip van de betrokken sportdiscipline in één van de lijsten bedoeld in artikel 14.

Art. 12. Het medisch attest wordt afgeleverd aan de sporter door zijn arts na een klinisch onderzoek.

Indien tijdens dit klinisch onderzoek blijkt dat de gezondheidstoestand van de sporter vereist dat één of meer aanvullende medische onderzoeken door de arts voorgeschreven worden, zal het medisch attest slechts afgeleverd worden na deze aanvullende onderzoeken en voor zover ze het gebrek aan contra-indicatie geïdentificeerd bij het klinisch onderzoek niet tegenspreken.

Voor de topsporters, sportbelofte of trainingpartner in de zin van het decreet van 8 december 2006 houdende organisatie en subsidiëring van de sport in de Franse Gemeenschap, alsook voor elke elitesporter in de zin van het decreet van 20 oktober 2011 betreffende de strijd tegen doping, moeten het medisch onderzoek van niet contra-indicatie en het medisch attest uitgevoerd en afgeleverd worden door de behandelend arts van de sporter of door een arts die titularis is van een universitair diploma in sportgeneeskunde.

Art. 13. Buiten de gevallen bedoeld in artikel 11 wordt het gebrek aan contra-indicatie van de sportbeoefening vastgesteld door een attest op erewoord, ondertekend door de sporter of, indien hij minderjarig is, door zijn wettelijke vertegenwoordigers.

De Regering bepaalt, op voorstel van de Commissie, het model en de verplichte vermeldingen die op het attest op erewoord opgenomen moeten worden.

Onverminderd het eerste lid kunnen de sportorganisaties, de organisatoren en de kringen nochtans, vrijwillig, buiten de gevallen bedoeld in artikel 11, aan de sporters het afgeven van een medisch attest opleggen dat aan de voorwaarden van artikel 11 beantwoordt.

In afwijking van artikel 11, eerste lid, 4°, kan het gebrek aan contra-indicatie van een sportbeoefening ook, voor sommige sportdisciplines met lager risico en voor sommige organisatoren waarvan de lijst bepaald wordt door de Regering, na advies van de Commissie, vastgesteld worden door een attest op erewoord, ondertekend door de sporter of, indien hij minderjarig is, door zijn wettelijke vertegenwoordigers.

De afwijking bedoeld in het vorige lid moet op voorhand aangevraagd worden door de sportorganisatie of de betrokken organisator bij de Regering die de aanvraag aan de Commissie voor advies voorlegt.

Het advies bedoeld in het vorige lid wordt uitgebracht en bezorgd aan de Regering binnen de dertig dagen na de ontvangst van de aanvraag.

Bij een gunstige beslissing is de afwijking geldig voor een periode van vier jaar en is hernieuwbaar. De aanvragen om hernieuwing van de afwijking worden ingediend ten minste drie maanden vóór het verstrijken van de geldigheidstermijn van de afwijking.

Bij een ongunstige beslissing wat betreft de aanvraag om afwijking kan een beroep ingediend worden door de sportorganisatie bij de Regering en dit, binnen de dertig dagen na de mededeling van de beslissing tot weigering.

De Regering bepaalt de nadere regels voor de indiening van de aanvraag om afwijking bedoeld in het tweede lid, alsook de nadere regels voor de indiening van het beroep bedoeld in het zesde lid.

*HOOFDSTUK IV. — Bijkomende verplichtingen voor de vechtsporten,
de sporten met bijzondere risico's en de sporten met extreme risico's*

Afdeling I. — Lijsten van sporten met bijzondere risico's, sporten met extreme risico's en vechtsporten.

Art. 14. De Regering bepaalt, op voorstel van de Commissie bedoeld in artikel 25, een niet-beperkende lijst van sporten met bijzondere risico's, zoals bepaald in artikel 1, 5°, een niet-beperkende lijst van sporten met extreme risico's, zoals bepaald in artikel 1, 6°, en een niet-beperkende lijst van vechtsporten, zoals bepaald in artikel 1, 7°.

Deze lijsten worden door de Regering, op voorstel van de Commissie, bijgehouden.

Afdeling II. — Specifieke verplichtingen voor vechtsporten

Art. 15. Elke wedstrijd of demonstratie van vechtsport vereist de ononderbroken aanwezigheid van een arts.

Onverminderd de artikelen 16 en 17, naargelang het geval, voert de arts een individuele medische controle van de sporter uit vóór de wedstrijd en op elk ogenblik, tijdens de wedstrijd, bij ernstige wonde of bij het verlies van bewustzijn van de sporter.

Art. 16. § 1. Onverminderd de verplichting bedoeld in artikel 7, § 4, 2° vereisen de sportorganisaties die actief zijn in de vechtsporten bedoeld in artikel 14 en die erkend worden door de Franse Gemeenschap of die niet erkend worden, van hun kringen dat ze aan de aangesloten sporters het bijhouden opleggen van een uniek medisch sportboekje dat geldig is voor alle vechtsporten.

De Regering bepaalt, op voorstel van de Commissie, het model van medisch sportboekje.

Het medisch sportboekje vermeldt inzonderheid :

1° de gevallen van verliezen van het bewustzijn ondergaan door de sporter bij vechtsporten, ongeacht de betrokken vechtdiscipline;

2° de periodes van vechterverbod die hem worden opgelegd naar aanleiding van het verliezen van het bewustzijn;

3° de jaarlijkse medische attesten voor niet contra-indicatie en, in voorkomend geval, de nieuwe verplichte medische attesten voor niet contra-indicatie na elke periode van vechterverbod;

4° elke andere informatie bepaald door de Regering, op advies van de Commissie, met het oog op de preventie van risico's voor de vechtsporten.

Het medisch sportboekje kan niet ingevuld worden door een arts.

§ 2. De sporter bedoeld in § 1 houdt zijn medisch sportboekje bij en legt het voor aan de arts voor elke wedstrijd of demonstratie in een vechtsport, zoals bedoeld in artikel 14.

§ 3. De arts controleert het medisch sportboekje en zorgt ervoor dat de sporter een verbodperiode inzake vechtsport niet ondergaat die hem opgelegd werd naar aanleiding van het verliezen van het bewustzijn tijdens een vechtsport.

Indien de arts vaststelt dat de sporter een verbodperiode inzake vechtsport ondergaat naar aanleiding van een verlies van het bewustzijn tijdens een strijd, kan de sporter niet deelnemen aan de wedstrijd van de vechtsport.

Indien de arts vaststelt dat de sporter een verbodperiode inzake vechtsport ondergaat naar aanleiding van een verlies van het bewustzijn tijdens een strijd maar dat deze periode afgelopen is, bezorgt de sporter de arts een attest voor gebrek aan contra-indicatie na een specifiek medisch onderzoek waarin geen enkele contra-indicatie geïdentificeerd werd bij de hervatting van sport.

Bij gebrek aan dit medische attest voor gebrek aan contra-indicatie of op advies van de arts, kan de sporter niet deelnemen aan de wedstrijd of de demonstratie van de vechtsport.

Art. 17. De sporters die niet aangesloten zijn bij een sportorganisatie, die een vechtsport beoefenen, zoals bedoeld in artikel 14, bezorgen de arts en de organisator, voorafgaand aan elke vechtwedstrijd of -demonstratie, de informatie bedoeld in artikel 16, § 1, derde lid, 1° tot 4° die ze op erewoord verklaren.

Ze bezorgen ook aan de arts, in voorkomend geval, een afschrift van de medische attesten die hen werden afgeleverd na de vechterverboden die ze worden opgelegd overeenkomstig artikel 18.

De arts controleert de informatie bedoeld in artikel 16, § 1, eerste lid tot 4°, en de medische attesten die afgeleverd worden aan de sporters bedoeld in het eerste lid, in voorkomend geval, na de vechterverboden die hen werden opgelegd.

Indien de arts vaststelt dat de sporter een periode van vechterverbod ondergaat naar aanleiding van een verlies van het bewustzijn tijdens een strijd, kan de sporter niet deelnemen aan de wedstrijd of demonstratie van de vechtsport.

Indien de arts vaststelt dat de sporter een periode van vechterverbod ondergaat naar aanleiding van een verlies van het bewustzijn tijdens een strijd maar dat deze periode afgelopen is, bezorgt de sporter de arts een attest voor gebrek aan contra-indicatie na een specifiek medisch onderzoek waarin geen enkele contra-indicatie geïdentificeerd werd bij de hervatting van sport.

Bij gebrek aan een medisch attest voor gebrek aan contra-indicatie of op advies van de arts, kan de sporter niet deelnemen aan de wedstrijd of demonstratie van de vechtsport.

Onverminderd de controle bedoeld in het derde lid kijkt de arts ook na of de sporter medisch in staat is om deel te nemen aan het betrokken gevecht door een klinisch onderzoek van de sporter voorafgaand aan elk gevecht uit te voeren.

Indien de arts van mening is dat, na het einde van het klinisch onderzoek bedoeld in het vorige lid, de sporter niet medisch in staat is om deel te nemen aan de wedstrijd, verbiedt de arts hem om eraan deel te nemen.

Art. 18. Wanneer een sporter het bewustzijn tijdens een activiteit van vechtsport verliest en wanneer de arts die hem onderzoekt overeenkomstig artikel 15, tweede lid, hem de weigering geeft om de sportactiviteit voort te zetten, legt de arts een verbodperiode van strijd op.

Die periode is gelijk aan of hoger dan het minimum bepaald in het medisch reglement van de sportorganisatie of de organisator.

Het is verboden voor de sporter om een vechtsport tijdens deze periode te beoefenen.

Voor de sporters die aangesloten zijn bij een sportorganisatie deelt de arts het vechterverbod in het medisch sportboekje bedoeld in artikel 16 mee.

Voor de sporters die niet aangesloten zijn bij een sportorganisatie, bezorgt de arts hen een medisch attest van vechterverbod.

Na de periode van vechterverbod vraagt de sporter een nieuw medisch attest aan waarbij zijn geschiktheid om de strijd verder te voeren wordt bevestigd. Zolang dit nieuwe medisch attest aan de sporter niet afgeleverd wordt, is het strijdverbod behouden.

De sportorganisaties of de organisatoren van vechtsporten kunnen de sporters niet toelaten om te vechten tijdens de hele periode waarin ze een vechterverbod hebben gekregen.

Afdeling III. — Bescherming van minderjarigen

Art. 19. De minderjarige sporters mogen niet sporten met extreme risico's beoefenen.

Afdeling IV. — Voorafgaande toelatingen

Art. 20. Buiten het kader van de sportactiviteiten ontwikkeld door de erkende sportorganisaties, worden de beoefening en de organisatie van één of meer sportactiviteiten met extreme risico's of vechtsporten op het grondgebied van de Franse Gemeenschap door een organisator, onderworpen aan een voorafgaande toelating.

Vóór elke activiteit bedoeld in het eerste lid dient de organisator bij de Commissie een aanvraag om toelating in.

De toelating kan aangevraagd en afgeleverd worden voor verschillende opeenvolgende sportactiviteiten zonder dat ze een maximale geldigheidsduur van één jaar mag overschrijden.

De toelating wordt slechts gegeven aan de organisatoren die bewijzen dat ze de verplichtingen bedoeld in dit decreet naleven.

Buiten het kader van de sportactiviteiten ontwikkeld door de erkende sportorganisaties kan geen enkele sportactiviteit met extreme risico's of vechtsporten beginnen, voor een organisator, zonder de toelating van de Commissie.

Elke schending van de toekenningsvoorwaarden voor de toelating leidt tot de onmiddellijke intrekking van de toelating onverminderd de sancties bepaald in hoofdstuk II van Titel III.

De Regering bepaalt de procedure en de voorwaarden voor de toelatingen, alsook de procedures voor de weigering, de schorsing, de intrekking en de vernietiging van de toelatingen.

TITEL III. — Controle en sancties**HOOFDSTUK I. — Controle**

Art. 21. De Regering stelt de ambtenaren aan die belast zijn met de controle op de uitvoering van dit decreet en de uitvoeringsbesluiten ervan.

In de uitoefening van hun functie kunnen de ambtenaren bedoeld in het eerste lid zich laten bijstaan door officieren van de gerechtelijke politie.

In de uitoefening van hun functie gaan de ambtenaren bedoeld in het eerste lid over tot alle vaststellingen en alle verhoren van personen die ze nuttig achten.

In de uitoefening van hun functie worden de ambtenaren bedoeld in het eerste lid ertoe gemachtigd om binnen de lokalen te gaan waar één of meer sportactiviteiten georganiseerd worden.

De ambtenaren bedoeld in het eerste lid stellen de niet-naleving van dit decreet in een proces-verbaal vast dat ze aan de Regering bezorgen waarbij ze, in voorkomend geval, één of meer sancties bedoeld in de artikelen 23 en 24 voorstellen, in functie van de ernst van de vastgestelde tekortkomingen.

Art. 22. De sportorganisaties bezorgen de Regering elk jaar een verslag waarbij de maatregelen voor preventie en sensibilisering aan de risico's in de sport uitvoerig beschreven worden. Deze maatregelen worden genomen voor hun kringen, aangesloten sporters en leden van het begeleidingspersoneel.

Dit verslag beschrijft ook uitvoerig de stappen die ondernomen worden om, bij de sportactiviteiten die ze organiseren, voor de strikte naleving te zorgen van de verplichtingen inzake attesten voor gebrek aan contra-indicatie voor de sportbeoefening en het medisch reglement.

HOOFDSTUK II. — Sancties

Art. 23. Onverminderd de toepassing van andere straffen bedoeld in het Strafwetboek, het recht van burgerlijke aansprakelijkheid of de bijzondere wetgevingen, op basis van de tekortkomingen, zoals vastgesteld overeenkomstig artikel 21, vijfde lid, bepaalt de Regering de administratieve geldboetes die opgelegd worden aan de sportorganisaties en organisatoren die de verplichtingen die ze worden opgelegd door dit decreet en de uitvoeringsbesluiten ervan, niet naleven. Deze administratieve geldboetes zijn ook van toepassing op de eigenaars van de plaatsen waar sportactiviteiten van sporten met extreme risico's of vechtsporten zonder toelating georganiseerd worden.

Deze administratieve geldboetes mogen niet tienduizend euro overschrijden. Wanneer een organisator artikel 20 schendt dan wordt de maximale geldboete tot dertigduizend euro verhoogd.

Deze geldboetes worden verdubbeld bij herhaling binnen een termijn van vijf jaar vanaf de eerste sanctie.

Bij niet-naleving van de verplichtingen bedoeld in dit decreet of bij gebrek aan toelating bedoeld in artikel 20, kan de Regering elke sportactiviteit tijdens een termijn van 8 dagen tot 1 jaar aan de organisator verbieden.

De Regering bepaalt de procedure en de nadere regels voor de mededeling van de administratieve beslissingen bedoeld in de vorige leden.

De procedure bedoeld in het vorige lid leeft de verweerrechten na.

Een beroep kan ingesteld worden bij de Regering voor elke sportorganisatie, organisator of eigenaar bedoeld in het eerste lid die een beslissing tot sanctie betwist die genomen wordt door de Regering, met toepassing van dit artikel.

Dit beroep moet ingesteld worden binnen de veertien dagen volgend op de mededeling van de beslissing tot sanctie.

De Regering bepaalt de procedure en de nadere regels voor het beroep bedoeld in het vorige lid.

De procedure bedoeld in het vorige lid leeft de verweerrechten na.

Elke administratieve geldboete opgelegd overeenkomstig dit decreet, wordt geïnd ten bate van de Franse Gemeenschap door de administratie.

Art. 24. De niet-naleving van dit decreet en de uitvoeringsbesluiten ervan leidt, voor de erkende sportorganisaties, tot de toepassing van artikel 22 van het decreet van 8 december 2006 houdende organisatie en subsidiëring van de sport in de Franse Gemeenschap;

TITEL IV. — Commissie voor preventie van risico's voor gezondheid op sportgebied**HOOFDSTUK I. — Oprichting en opdrachten van de Commissie voor preventie van risico's voor gezondheid op sportgebied**

Art. 25. § 1. Een commissie voor preventie van risico's voor gezondheid op sportgebied wordt ingesteld.

De commissie heeft als opdrachten :

1° een advies te geven aan de Regering over elk ontwerp van decreet of organiek of reglementair besluit betreffende de preventie van risico's in de sportbeoefening, de gezondheids promotie in de sportbeoefening, het verbod tot doping en de preventie ervan;

2° adviezen te geven aan de Regering, het Parlement, ofwel op eigen initiatief, ofwel op aanvraag, over elke vraag rond de medisch verantwoorde sportbeoefening en gezondheidspreventie door lichamelijke oefening en sport : daartoe kan ze elke persoon of betrokken dienst horen met toepassing van dit decreet en kan nuttige aanbevelingen formuleren;

3° de handleiding bedoeld in artikel 4, tweede lid, aan de Regering voor te stellen, met als doel de doctoren in geneeskunde in te lichten over de onderzoeken die uitgevoerd moeten worden om zich te vergewissen van het gebrek aan contra-indicatie voor de sportbeoefening, rekening houdend met de specifieke risico's die deze veroorzaakt;

4° het overzicht voor te stellen van de algemene medische aanbevelingen en contra-indicaties gebonden aan de sportbeoefening, bedoeld in artikel 6, alsook het bijhouden ervan;

5° het model van medisch reglement bedoeld in artikel 7, alsook de mogelijke aanpassingen ervan aan de Regering voor te stellen;

6° een advies te geven aan de Regering over de medische reglementen bedoeld in de artikelen 7 en 8 en de wijzigingen ervan, over de evaluatie van hun toepassing en de instelling van voorwaarden voor de medische en preventieve opvolging van sporters, ongeacht hun niveau;

7° de inhoud en het model van medisch attest voor gebrek aan contra-indicatie bedoeld in artikel 11, tweede lid aan de Regering voor te stellen, rekening houdend met de medische aanbevelingen en contra-indicaties vastgesteld overeenkomstig artikel 6;

8° een advies te geven aan de Regering wat betreft de inhoud van het medisch onderzoek van niet-contra-indicatie;

9° het model en de verplichte vermeldingen aan de Regering voor te stellen die opgenomen moeten worden op het attest op erewoord bedoeld in artikel 13;

10° de niet-beperkende lijsten van sporten met bijzondere risico's, de sporten met extreme risico's en de vechtsporten, zoals bedoeld in artikel 14 aan de Regering voor te stellen, alsook het bijhouden ervan;

11° de inhoud en het model van medisch sportboekje bedoeld in artikel 16 aan de Regering voor te stellen;

12° de aanvragen om toelating te behandelen in de gevallen bedoeld in artikel 20, voor de organisatie van sportactiviteiten van sporten met extreme risico's en vechtsporten buiten het kader van de sportactiviteiten ontwikkeld door de erkende sportactiviteiten;

13° elk jaar, voor 31 maart, een verslag aan de Regering en het Parlement te bezorgen over zijn actie tijdens het afgelopen jaar met daarin een hoofdstuk betreffende de manier waarop de organisatoren en de sportorganisaties hun verplichtingen bedoeld in dit decreet vervullen, inzonderheid deze betreffende de medische attesten voor gebrek aan contra-indicatie en medisch reglement.

§ 2. De adviezen van de commissie die aangevraagd worden door de Regering, moeten bezorgd worden binnen een termijn van minder dan dertig dagen. Deze termijn begint te lopen vanaf de ontvangst van de aanvraag om advies door het secretariaat van de Commissie. Na deze termijn zijn de adviezen niet meer vereist zodat een beslissing geldig door de Regering kan worden genomen.

In geval van met redenen omklede urgentie kan de Regering het advies van de Commissie niet aanvragen.

HOOFDSTUK II. — Samenstelling en werking van de Commissie voor preventie van risico's voor gezondheid op sportgebied

Art. 26. § 1. De commissie is samengesteld uit hoogstens twintig leden, benoemd door de Regering voor een hernieuwbare termijn van vijf jaar.

De Regering bepaalt de samenstelling van de commissie die onder haar leden vertegenwoordigers van de wetenschappelijke, medische en sportwereld moet tellen. Ze zijn bevoegd voor sport, sportgeneeskunde, gezondheids promotie in de sport, preventie van doping, farmacologie of toxicologie.

De commissie bevat ten minste één lid dat respectievelijk het Belgisch Olympisch en Interfederaal Comité, de Hoge Raad voor gezondheids promotie, de Hoge Raad voor Sport en de vereniging van sportfederaties, de recreatieve sportfederaties en sportverenigingen erkend in de Franse Gemeenschap, vertegenwoordigt.

§ 2. Twee leden die respectievelijk de Minister van Gezondheids promotie en de Minister van Sport vertegenwoordigen, en twee leden die de Algemene Directie Gezondheid en de Algemene Directie Sport van het Ministerie van de Franse Gemeenschap vertegenwoordigen, wonen de vergaderingen met raadgevende stem bij.

§ 3. De Regering benoemt ook, voor elk werkend lid, een plaatsvervangend lid, onder dezelfde voorwaarden als deze voor de werkende leden. Het plaatsvervangend lid houdt slechts zitting in afwezigheid van het werkend lid.

Art. 27. De Regering stelt de voorzitter en de vice-voorzitter van de Commissie aan onder de werkende leden. Deze mandaten zijn onverenigbaar met de hoedanigheid van ambtenaar van de Franse Gemeenschap of van één van haar instellingen van openbaar nut.

De Regering stelt de secretaris van de Commissie en zijn plaatsvervanger aan onder de leden van de diensten van de Regering.

Het secretariaat van de Commissie wordt opgericht bij de Algemene Directie Hulpverlening aan de Jeugd, Gezondheid en Sport.

Art. 28. Bij ontslagneming of overlijden van een lid, wordt zijn plaatsvervanger benoemd door de Regering overeenkomstig artikel 26 om het mandaat van zijn voorganger te voleindigen.

Elk lid dat de hoedanigheid verliest waarvoor hij benoemd werd, wordt beschouwd als ontslagnemend.

Art. 29. De Commissie beslist en beraadslaagt geldig indien ten minste de helft van haar leden aanwezig is. Haar beslissingen worden genomen door de absolute meerderheid van haar aanwezige leden.

Indien het quorum bedoeld in het eerste lid niet bereikt wordt, zal een nieuwe vergadering gehouden worden binnen de veertien dagen na de eerste vergadering en zal de Commissie geldig beslissen en beraadslagen ongeacht het aantal aanwezige leden.

Art. 30. De Commissie bepaalt haar huishoudelijk reglement en legt het de Regering ter goedkeuring voor.

De Regering bepaalt het presentiegeld en de verplaatsingskosten van de leden van de commissie.

TITEL V. — Slotbepalingen

Art. 31. In artikel 15 van het decreet van 8 december 2006 houdende organisatie en subsidiëring van de sport in de Franse Gemeenschap worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° er wordt een punt 28° toegevoegd, luidend als volgt : “28° haar aangesloten kringen informeert over de bepalingen en verplichtingen voortvloeiend uit het decreet van 3 april 2014 betreffende de risicopreventie voor gezondheid op sportgebied en de uitvoeringsbesluiten ervan;”;

2° er wordt een punt 29° toegevoegd, luidend als volgt : “29° in het kader van de code voor sportethiek bedoeld in 19° de bepalingen bedoeld in het decreet van 3 april 2014 betreffende de risicopreventie voor gezondheid op sportgebied en de uitvoeringsbesluiten ervan integreert. Deze code voor sportethiek wordt om de vier jaar aan de Hoge Raad voor sport om advies voorlegt die de overeenstemming onderzoekt van deze code met de decretale verplichtingen die in de Franse Gemeenschap van kracht zijn. In dit kader informeert de Hoge Raad voor Sport de Regering, in voorkomend geval, over de eventueel vastgestelde tekortkomingen;”;

3° er wordt een punt 30° toegevoegd, luidend als volgt : “30° zelf naleeft en de naleving vereist, van zijn aangesloten kringen, de verplichtingen die ze op zich moeten nemen en die voortvloeien uit het decreet van 3 april 2014 betreffende de risicopreventie voor gezondheid op sportgebied en de uitvoeringsbesluiten ervan.”.

Art. 32. Het begrotingsfonds fonds nr.27 “Sportfonds-activiteiten” van de bijlage van het decreet van 27 oktober 1997 houdende aanwijzing van de begrotingsfondsen vermeld in de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap, zoals gewijzigd voor de laatste keer door het decreet van 12 december 2008, wordt gewijzigd als volgt :

— In de kolom “Aard van de bestemde ontvangsten” wordt het volgende streepje toegevoegd : “de opbrengst van de administratieve geldboetes opgelegd door de administratie wegens schending van de bepalingen van het decreet van 3 april 2014 betreffende de risicopreventie voor gezondheid op sportgebied”;

— In de kolom “Doel van de toegelaten uitgaven” worden de volgende streepjes toegevoegd : “de kosten van de informatie- en sensibiliseringscampagnes betreffende de preventie van risico’s en gezondheids promotie in de sportbeoefening inzonderheid voor de sporters, de leden van het begeleidingspersoneel, de kringen, de sportorganisaties en de organisatoren.”;

— Een tegemoetkoming in de kosten voortgebracht door het klinisch onderzoek bedoeld in artikel 12, eerste lid van het decreet van 3 april 2014 betreffende de risicopreventie voor gezondheid op sportgebied”.

Art. 33. De Regering zal aan het Parlement een tekst voorleggen waarbij de decreten betreffende de sport en de risicopreventie voor gezondheid op sportgebied gecodificeerd worden, rekening houdend met de wijzigingen die deze bepalingen hebben ondergaan bij de codificatie.

De codificatie zal het volgende opschrift dragen : “Code betreffende de sport”.

Art. 34. Bij wijze van overgangsmaatregel, zolang dat de commissie niet opgericht wordt, vervult de Franstalige Commissie voor gezondheids promotie in de sportbeoefening, ingesteld met toepassing van het decreet van 8 maart 2001 betreffende de promotie van de gezondheid bij de sportbeoefening, het dopingverbod en de preventie van doping in de Franse Gemeenschap, de opdrachten van de Commissie.

Art. 35. Het decreet van 8 maart 2001 betreffende de promotie van de gezondheid bij de sportbeoefening, het dopingverbod en de preventie van doping in de Franse Gemeenschap, wordt opgeheven.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 3 april 2014.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,

J.-M. NOLLET

De Vice-President en Minister van Begroting, Financiën en Sport,

A. ANTOINE

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs,

J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Jeugd,

Mevr. E. HUYTEBROECK

De Minister van Cultuur, Audiovisuele Sector, Gezondheid en Gelijke Kansen,

Mevr. F. LAANAN

De Minister van Leerplichtonderwijs en van Onderwijs voor Sociale Promotie,

Mevr. M.-M. SCHYNS

Nota

(1) Zitting 2013-2014.

Stukken van het Parlement. — Ontwerp van decreet, nr. 617-1. — Commissieamendementen, nr. 617-2. — Verslag nr. 617-3.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. — Vergadering van 2 april 2014.